



Appel à communications

Colloque scientifique

Émeutes, révoltes collectives et réactions sociales : producteurs et pacificateurs de désordres urbains dans les quartiers populaires

Les 19 et 20 Juin 2024 à l'Université de Perpignan Via Domitia

Organisé par le Réseau Thématique "Normes, déviances et réactions sociales" de l'Association Française de Sociologie (AFS) avec l'Université de Perpignan Via Domitia en partenariat avec l'Association des chercheurs des organismes de la formation et de l'intervention sociales (ACOFIS), l'Institut du développement social Normandie (IDS), l'Institut de Formation, Recherche, Animation, Sanitaire et Social (IFRASS), l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) Paca et Corse et l'Institut Jean Vigo.

Du 27 octobre au 17 novembre 2005, la France va connaître les plus grandes émeutes urbaines de son histoire contemporaine, suite à la mort de deux jeunes de Clichy-sous-Bois après une poursuite avec la police. Pour rappel, à la suite du décès accidentel de Zyed Benna et Bouna Traoré, le 27 octobre 2005, électrocutés par un transformateur électrique alors qu'ils se cachent pour éviter un contrôle de police, un sentiment d'indignation collective entraîne des émeutes et des affrontements entre des habitants de Clichy-sous-Bois et les forces de l'ordre. Ce drame et les réactions violentes fortement médiatisées vont ensuite déclencher durant plus de trois semaines des émeutes spectaculaires dans de nombreuses banlieues françaises amenant le gouvernement à décréter l'état d'urgence. La répression policière de ces révoltes puis la militarisation des modes d'intervention de la police de rue présente dans les quartiers populaires (Boucher, 2010 ; Boucher, Marlière, Belqasmi, 2013 ; Mouhanna, 2011 ; Jobard, Maillard, 2015) correspondent également à une période de « populisme sécuritaire » développée par des dirigeants politiques participant ainsi à renforcer les sentiments d'injustice des habitants des quartiers d'habitat social. En effet, indigné par des discours politiques populistes et sécuritaires renforçant le fossé entre les habitants des quartiers

populaires décrits comme des « racailles » et le reste de la population française, Mohamed Mehmache, conscient des tentatives de manipulations politiciennes, décide de prendre part aux débats politiques sur l'avenir des banlieues en créant, avec d'autres, le collectif « Aclefeu » (Association collectif liberté égalité fraternité ensemble unis), situé à Clichy-sous-Bois, dont l'une des missions est de faire entendre la parole des quartiers populaires auprès des institutions : « J'ai vu qu'après ce qui s'était passé pendant les nuits d'émeute, on avait des discours politiques qui étaient en train de se dévoiler. Parce qu'il y a des gens comme Sarkozy¹ et d'autres qui disaient : "c'est à cause de la polygamie, à cause de la démission des parents, à cause du rap". Tout, sauf ce qui était réel... Voilà. Et le mot "émeute" pour moi, je disais : "si on laisse le mot "émeute", ça voudra dire qu'on n'était bon qu'à casser (...). D'où la démarche d'Aclefeu. Au moment où j'ai réuni les gens autour de la table, j'ai compris que j'ai aujourd'hui une capacité à rassembler et à fédérer, j'ai une capacité relationnelle. »

Les émeutes urbaines de 2005 constituent donc un tournant. D'un côté, ces révoltes expriment une indignation et un ras-le-bol de la population des quartiers populaires, en particulier des jeunes vis-à-vis de l'état d'exception, de discriminations et d'oppressions dans lequel ils vivent et, de l'autre, elles font prendre conscience qu'il est urgent de lutter pour la dignité et l'égalité de traitement des territoires de la politique de la ville et de ses habitants

Des émeutes au Community organizing

Ainsi, l'explosion des émeutes et révoltes urbaines de 2005 produit un important engouement pour les concepts et méthodologies d'action collective et émancipatrices venus d'Amérique du Nord de la part de nombreux acteurs sociaux, de responsables de la « magistrature sociale », de militants et de chercheurs en sciences sociales impliqués dans les banlieues françaises défavorisées.

Dans les champs du travail social et de la politique de la ville, Julien Talpin (2016) confirme ainsi qu'en France la notion d'*empowerment* rencontre un écho important. Dans un contexte néo-libéral, face à l'affaiblissement de l'État social, au développement du processus de ghettoïsation et à l'éclatement d'émeutes dans certaines zones urbaines, il s'agit de favoriser l'auto-organisation des classes populaires par l'intermédiaire d'une logique *bottom-up* et inspirée des expériences étatsuniennes. Ainsi, à l'instar des États-Unis qui ont connu une structuration forte des organisations communautaires après le soulèvement de 1992 à Los Angeles, l'intérêt pour le *Community organizing* en France s'est développé suite aux émeutes spectaculaires de 2005. Aux États-Unis Talpin indique que « l'argent a coulé à flots à Los Angeles dans les mois qui ont suivi les émeutes, contribuant à la structuration du champ des organisations communautaires » (Talpin, 2016, *op. cit.*, p. 42). Il souligne ainsi que l'« émergence d'une nouvelle génération d'activistes n'aurait peut-être pas eu le même succès si elle n'avait pu s'appuyer sur les ressources considérables pourvues par l'État fédéral et des fondations privées après les révoltes urbaines » (*Ibid.*, p. 40). En France, on peut

¹ En novembre 2005, Nicolas Sarkozy est ministre de l'Intérieur du gouvernement de droite de Dominique de Villepin sous la présidence de Jacques Chirac. Déjà, avant le déclenchement des révoltes urbaines, le 20 juin 2005, Nicolas Sarkozy est accusé de provocation et d'attiser les tensions. En effet, lors d'un déplacement médiatique à la Cité des 4000 à La Courneuve suite à la mort d'un enfant tué par une balle lors d'une fusillade entre des bandes rivales, il déclare vouloir « nettoyer la cité au kärcher puis le 25 octobre à Argenteuil, il dit haut et fort à une habitante : « Vous en avez assez de cette bande de racailles, hein ? Eh bien, on va vous en débarrasser ».

également se demander si l'intérêt pour *l'empowerment* et le *Community organizing* aurait eu le même succès sans le soutien des pouvoirs publics, en particulier de la politique de la ville (CGET), pour les dynamiques d'*empowerment* développées dans les quartiers populaires après les révoltes de 2005. Thomas Kirszbaum (2013) confirme qu'en France nous assistons de la part des professionnels de l'intervention sociale impliqués dans la politique de la ville à un véritable « emballement autour de l'idée d'*empowerment* » depuis les émeutes de 2005. Comme l'écrit Hélène Balazard (2015, p. 29), « en France, comme dans d'autres pays, on observe un intérêt grandissant pour ce modèle d'émancipation de la société civile. Il est dû récemment à l'« effet Obama », qui fut lui-même *community organizer* à Chicago, mais aussi aux limites de la politique de la ville et aux frustrations exprimées par les professionnels de la participation comme du travail social. » Pour Kirszbaum (2013), « instruits sur les pratiques nord-américaines de développement urbain et social par des travaux français, ces professionnels se sont emparés avec ferveur de cette notion riche de promesses pour transformer le rapport des institutions avec les populations marginalisées des villes. »

À l'épreuve de quartiers ghettoisés

Cet attrait soudain ou plutôt ce regain d'intérêt pour ces approches américaines promouvant des démarches d'interventions sociales collectives « *bottom up* » (du bas vers le haut) pour démocratiser la politique de la ville et transformer les rapports de force et de pouvoir dans les « zones urbaines sensibles » ainsi que le recours au concept « communautaire » dans un pays revendiquant une tradition républicaine « universaliste » peut surprendre. En fait, cet attrait pour les dynamiques d'*empowerment* des habitants des quartiers populaires correspond d'abord au désarroi et au sentiment d'impuissance dans lequel se trouvent de nombreux intervenants sociaux, abasourdis par les violences émeutières de 2005. En effet, si ceux-ci sont profondément marqués par ces émeutes, d'une part, c'est parce qu'elles montrent que la « fracture urbaine » est non seulement une « fracture sociale » mais également une « fracture ethnique, culturelle et religieuse » témoignant de la crise du « modèle républicain d'intégration » et d'autre part, parce qu'elles soulignent l'incapacité des pouvoirs publics et des acteurs sociaux à prévenir les désordres et « violences urbaines ». Les émeutes urbaines de 2005 ont donc produit un électrochoc et une prise de conscience que les choses ont radicalement changée. En effet, alors que l'État social apparaît fragilisé, des quartiers populaires économiquement pauvres sont désormais entrés dans un processus de ghettoïsation socio-ethnique. Comme l'a décrit au début des années 2000 Didier Lapeyronnie (2008, p. 12), de nos jours, il existe en France des « ghettos urbains » de pauvres qui se caractérisent, pour le citer, par « la concentration dans certaines zones urbaines de populations défavorisées, victimes d'une forte ségrégation et de discriminations raciales, populations qui ont fini par développer des modes de vie et une organisation spécifiques. (...) le ghetto suppose une ségrégation forcée et non choisie, imposée et non électorale. Les habitants y vivent contraints, ne pouvant aller ailleurs tout en aspirant au départ. »

Bien entendu, comme le souligne Loïc Wacquant (2006, 2023), il est nécessaire de distinguer les situations des « ghettos noirs » américains avec les quartiers de relégation français. Selon Wacquant, dans le cas américain, au sein des « ghettos noirs » déjà décrits par Kenneth Clark (1969) à la fin des années 1960 puis par lui dans les années 1990, dans ces ghettos : d'une part, il existerait une homogénéité raciale puisque seuls les Noirs y habitent et de l'autre, une hétérogénéité sociale puisque les populations Noires issues de plusieurs classes sociales y

cohabitent. En revanche, dans le cas français, les quartiers pauvres urbains périphériques, d'un côté, ne sont pas ethniquement homogènes puisqu'ils sont généralement composés de populations ayant diverses origines ethnoculturelles (Maghreb, Afrique sub-saharienne et de l'ouest, Europe de l'est...) et de l'autre, sont plutôt homogènes d'un point de vue social puisque seules les populations pauvres ou précaires ne pouvant pas vivre ailleurs y résident. Pour autant, même s'il n'existe pas de symétrie complète entre les « ghettos noirs » américains et les quartiers français de relégation, ces derniers vivent également un processus de ghettoïsation socio-ethnique. En France, des quartiers urbains (im)populaires (Marlière, 2023) vivent un processus socio-spatial de non mixité sociale et culturelle qui, d'un côté, maintient à distance des populations surnuméraires stigmatisées et/ou exploitées et, de l'autre, favorise la fermeture ethnico-religieuse et raciale assurée par des entrepreneurs communautaires ayant intérêt à maintenir l'ordre social, moral et ethnique propre au « ghetto urbain ». En France aussi, bien souvent, les émeutes explosent dans des « hyperghettos » caractéristiques des « *inner cities* » américaines décrites par Loïc Wacquant et William Julius Wilson (1989, p. 8-25). Dans ce cas, le ghetto est un espace d'enfermement dominé par l'exclusion sociale, la pauvreté, le sous-emploi et la décomposition culturelle. Michel Wieviorka (1993, p. 151) souligne que l'hyperghetto est lié à « la rage, la violence et les conduites décomposées des exclus, qu'il s'agit alors (...), aux yeux du reste de la société, de contenir dans leur espace propre, quitte à ce qu'ils s'y autodétruisent par la drogue ou par des émeutes qui n'inquiètent véritablement que lorsqu'elles sortent de cet espace. »

Alors que d'un côté, les « ghettos communautaires » sont des « espaces parallèles » de solidarité et d'interdépendance communautaire, c'est-à-dire des « boucliers » permettant aux habitants du ghetto de faire face aux logiques d'ostracisation par un enrichissement économique collectif, le développement d'un capital social et culturel propre, la construction et la revendication d'une identité collective valorisée et l'émergence d'une « bourgeoisie ethnique », de l'autre côté, les « hyperghettos » sont le produit des phénomènes de désindustrialisation et de ségrégation entraînant la concentration de problématiques sociales et économiques, de chômage et de misère, de toxicomanie et d'alcoolisme, d'instabilité familiale, d'échec scolaire, de criminalité, de violences, de discriminations sociales et raciales, de logiques d'ethnicisation... légitimant la mobilisation de l'État qui dispose d'« armes » comme la répression judiciaire et policière, mais aussi l'assistance sociale et l'action rééducative pour contrôler ces « zones urbaines sensibles » perçues comme « pathologiques » et dangereuses. Loïc Wacquant (2023, p. 49-50) souligne ainsi qu'aux États-Unis, dans l'ère du fordisme industriel, « le ghetto était un territoire-aimant qui attirait et fascinait » tandis que dans l'ère postindustrielle, « l'hyperghetto est un quartier repoussoir qui scandalise et horrifie. (...) Bref, c'est *la mort du ghetto*, et non son avènement, qui transforme le cœur ségrégué des métropoles duelles du capitalisme postindustriel en territoire de misère, de violence et de désespérance. »

Dans ce contexte, les acteurs sociaux² mobilisés pour auto-organiser et/ou pacifier les quartiers populaires ghettoïsés (Boucher, 2023, Sauvadet, 2023), bien qu'ils représentent des

² Bien qu'ils regroupent un ensemble d'acteurs associés à différents réseaux du secteur social et de l'éducation populaire, une partie des leaders de cette dynamique sont reliés, en tant que travailleurs et intervenants sociaux ou membres de l'administration sociale, au champ de la prévention spécialisée (Peyre, Tétard, 2006) qui existe en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

« francs-tireurs » souvent sur-engagés, sont en grande difficulté pour renouveler l'action sociale « intégrationniste » et « pacificatrice » au sein des quartiers populaires multiculturels et ghettoïsés en proie à des phénomènes de désordres et de violences. Ainsi, près de 20 ans après les émeutes de 2005, les mêmes causes produisant les mêmes effets (Marlière, 2023), un drame diffusé sur les réseaux sociaux conduit à l'explosion de révoltes collectives au début de l'été 2023. Le 27 juin, suite à la mort diffusée dans les médias et les réseaux sociaux de Nahel Merzouk, un adolescent franco-algérien de 17 ans originaire de Nanterre tué à bout portant après une course poursuite par un policier invoquant un refus d'obtempérer et une légitime défense démentie par les images vidéos, des émeutes éclatent le soir même à Nanterre puis se propagent à d'autres villes françaises et communes moyennes, ainsi qu'à Bruxelles et à Lausanne. Comme en 2005, les « émeutes » font l'objet d'une très large couverture médiatique, à la fois nationale et internationale. Les médias évoquent les difficultés sociales, culturelles, migratoires et ethniques qui traversent les territoires péri-urbains. La récurrence des violences policières en France et le cadre légal de l'usage des armes à feu par les forces de l'ordre sont également placés au centre de l'attention (Cahn, Mouhanna, 2023). Les modalités d'intervention de la police française dans les quartiers dits « populaires » en particulier, et auprès des jeunes habitants et/ou usagers de ces espaces, sont-elles aussi questionnées.

Finalement, les violences, dégradations, incendies de voitures et de bâtiments publics et privés ainsi que les pillages de magasins cessent peu à peu et la situation revient à la normale le 5 juillet 2023. Des observateurs, notamment des journalistes et acteurs sociaux, s'accordent pour dire que, bien que plus courtes que celles de 2005, les émeutes de 2023 ont été plus intenses (à L'Haÿ-les-Roses, le domicile du maire de la commune, où dormaient sa femme et ses deux enfants âgés de 5 et 7 ans, est attaqué par une voiture-bélier en feu) et les confrontations avec la police plus fortes (en comparaison, lors des émeutes de 2005, le total, après trois semaines d'affrontements, était de 224 policiers blessés contre 700 durant les 10 jours de violences collectives de l'été 2023). Au total, selon les sources du ministère de l'Intérieur, le bilan est de près de 6 000 véhicules incendiés, 3 500 interpellations, plus de 1 000 bâtiments dégradés, 380 peines de prison ferme prononcées ainsi que deux morts.

Questionnements

Dans ce contexte, alors que près de 20 années se sont écoulées entre les émeutes de l'hiver 2005 et celles de l'été 2023, ce colloque souhaite faire un état des lieux des connaissances produites sur les phénomènes d'insurrections dans les quartiers populaires : comment les qualifier (émeutes, révoltes, violences urbaines...) et quelles significations politiques peut-on donner à ces qualifications ? Dans quels espaces éclatent-elles ? Quelles sont les raisons structurelles et conjoncturelles de l'explosion de violences collectives ? Quelle place jouent en particulier les expériences qu'ont les habitants et usagers de ces quartiers avec les forces de l'ordre dans le déclenchement de tels mouvements ?

Comment les forces de l'ordre (policiers et gendarmes) appréhendent-elles et vivent-elles les phénomènes émeutiers, leurs évolutions et transformations ? Quels sont leurs discours et analyses de ces phénomènes ? Existe-t-il des débats au sein des forces de l'ordre opposant plusieurs approches, notamment sur les modes d'intervention qu'il faut privilégier pour prévenir et/ou traiter les comportements émeutiers ?

Quels sont les profils des émeutiers et des acteurs chargés de prévenir, contenir et/ou de les réprimer ? Quelles relations entretiennent-ils ? Quelles sont leurs raisons d’agir ? Quels répertoires d’actions individuelles et collectives sont en jeu ? S’ils existent toujours, les « *community organizers* » sont-ils des pacificateurs ou coproducteurs de désordres urbains ? Quelles sont les ressemblances et divergences des émeutes et révoltes urbaines françaises avec celles produites dans d’autres zones urbaines défavorisées ailleurs dans le monde ? Quelles sont les conséquences politiques, sociales, économiques et sécuritaires des émeutes urbaines ? Sont-elles l’expression d’une dépolitisation ou d’une repolitisation des questions urbaines ? Existe-t-il des alliances et/ou confrontations entre émeutiers des quartiers populaires et activistes révolutionnaires ?

Comment les phénomènes émeutiers sont-ils traités dans les médias mais également dans les créations culturelles et artistiques (musique, danse, théâtre, cinéma...) ?

Dans quelle mesure les technologies numériques (réseaux sociaux, plateformes et outils d’enregistrement et partage, vidéosurveillance, ...) participent-elles à soutenir les mouvements émeutiers et à enrichir leurs « répertoires d’action collective » ? Comment les acteurs du contrôle social inscrivent-ils ces technologies dans les modes d’intervention et de gestion des révoltes urbaines ?

*

Cet appel concerne les chercheurs en sciences sociales qui s’intéressent aux Normes, déviances et réactions sociales, néanmoins, ce colloque peut également s’adresser aux différents professionnels confrontés aux déviances dans l’espace public qui souhaitent valoriser les résultats d’expériences professionnelles, de projets de recherche et d’études.

Les propositions de communication devront indiquer : titre de la communication, nom et prénom des auteur.es, rattachement institutionnel, résumé de 3000 signes (espaces compris) maximum. Elles sont à envoyer avant le **jeudi 29 février 2024** à rt3@idsnormandie.fr.

Les avis du comité de sélection seront transmis aux auteurs le **16 mars 2024** au plus tard.

Bibliographie

Hélène Balazard, *Agir en démocratie*, Ivry-sur-Seine, éd. de l’Atelier, 2015.

Manuel Boucher, *Les internés du ghetto. Ethnographie des confrontations violentes dans une cité impopulaire*, Préface Didier Lapeyronnie, Paris, éd. L’Harmattan, coll. Recherche et transformation sociale, 2010.

Manuel Boucher avec Éric Marlière et Mohamed Belqasmi, *Casquettes contre képis. Enquête sur la police de rue et l’usage de la force dans les quartiers populaires*, Paris, éd. L’Harmattan, coll. Recherche et transformation sociale, 2013.

Manuel Boucher, *La nébuleuse du pouvoir d’agir. L’empowerment des quartiers populaires à l’épreuve des pacificateurs et entrepreneurs de colères*, Nîmes, Champ social, 2023.

Olivier Cahn, Christian Mouhanna, « L’institution policière est parvenue à convaincre le gouvernement qu’il ne tient que par elle », *Le Monde* du 26 juillet 2023 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/07/26/l-institution-policiere-est-parvenue-a-convaincre-le-gouvernement-qu-il-ne-tient-que-par-elle_6183399_3232.html

Kenneth Clark, *Ghetto noir*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1969.

Fabien Jobard, Jacques de Maillard, *Sociologie de la police. Politiques, organisations, réformes*, Paris, éd. Armand Colin, 2015.

Véronique Le Goaziou, *Éduquer dans la rue. Enquête sur la prévention spécialisée aujourd'hui*, Paris, Presses de l'EHESP, 2015.

Didier Lapeyronnie, « Révolte primitive dans les banlieues françaises. Essai sur les émeutes de l'automne 2005 », *Déviance et Société*, 2006, vol. 30, n° 4, p. 431-448.

Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbain*, Paris, Robert Laffont, 2008.

Pascal Le Rest, *Le métier d'éducateur de prévention spécialisée*, Paris, éd. La Découverte, 2007.

Thierry Kirszbaum, « Vers un empowerment à la française. À propos du rapport Bacqué-Mechmache », *La vie des idées*, 12 novembre 2013.

Éric Marlière, *Les quartiers (im)populaires ne sont pas des déserts politiques*, Lormont, éd. Le bord de l'eau, 2023.

Éric Marlière, « Quarante ans de révoltes urbaines », *Esprit*, vol., no. 11, 2023, p. 10-13.

Gérard Mauger, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Broissieux, éditions du Croquant, coll. Savoir/agir, 2006.

Christian Mouhanna, *La police contre les citoyens ?*, Nîmes, Champ social, 2011.

Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou, (dir.), *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, éd. La Découverte, 2006.

Laurent Mucchielli et Véronique Le Goaziou, *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, éd. La Découverte, 2007.

Vincent Peyre, Françoise Tétard, *Des éducateurs dans la rue. Histoire de la prévention spécialisée*, Paris, éd. La Découverte, 2006

Thomas Sauvadet, *Voyoucratie et travail social. Enquêtes dans les quartiers de la politique de la ville*, Vulaines-sur-Seine, éditions du Croquant, 2023.

Julien Talpin, *Community organizing. De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis*, Paris, éd. Raisons d'agir, 2016.

Loïc Wacquant, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte, 2006.

Loïc Wacquant, *Misère de l'ethnographie de la misère*, Paris, Raisons d'agir, 2023.

Loïc Wacquant, William Julius Wilson, « The Cost of Racial and Class Exclusion in the Inner City » in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Janvier 1989, p. 8-25.

Michel Wieviorka, *La démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*, Paris, éd. La Découverte, 1993.

Comité d'organisation

BOUCHER Manuel
BOULLET Jean-Yves

SENTIS François
ROUS Philippe

Comité scientifique

ACHARD Christelle
AUGER Émilie
BALDELLI Brigitte
BELQASMI Mohamed
BESOZZI Thibaut
BOUCHER Manuel
COSTA Julie
DAILLERE Aline

DEL COURT Laura
DILMAC Julie Alev
DUBET François
FRANZ Lucile
JOBARD Fabien
MACIOTTI Giorgia
MALOCHET Virginie
MARCHAL Hervé

MARLIERE Eric
MAUGER Gérard
MOUHANNA Christian
PETIT Agathe
PIERRET Régis

RUBI Stéphanie
SAUVADET Thomas
TALPIN Julien
WIEVIORKA Michel